

Julien CAZALA
(+33) 662 404 693
cazalajulien@yahoo.fr

Université Paris XIII – Faculté DSPS
99 avenue J.-B. Clément
93430 Villetaneuse

ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES

- 2017-... • Professeur de droit public
Codirecteur de l'Institut de droit public, sciences politiques et sociales (IDPS)
Directeur du M2 Études stratégiques
Responsable de la licence 3 en droit
Université Paris XIII (Sorbonne Paris Cité)
- 2004-2011 • Maître de conférences de droit public
(et 2016-2017) Université d'Orléans
- 2011-2016 : • Détaché en qualité d'expert technique international du Ministère des affaires étrangères et européennes, Université Galatasaray (Istanbul, Turquie).
- 2004-2009 : • Juge nommé par le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés auprès de la Commission des recours des réfugiés puis de la Cour nationale du droit d'asile. Consultant.
- 2008-2009 : • *Legal assistant* dans le cadre d'une procédure d'outrage à la Cour (*Contempt to Court*).
Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, La Haye (Pays-Bas). Consultant.
- 1999-2004 : • Allocataire de recherche puis attaché temporaire d'enseignement et de recherche.
Université Panthéon-Assas, Paris II.
- 1997-1998 : • Officier juriste (SN). École de spécialisation du Matériel de l'armée de terre.
Responsable de la cellule d'information juridique et d'action sociale (CIJAS).

FORMATION ET TITRES

- 2016 • Qualifié aux fonctions de Professeur des Universités (art. 46.1°).
Conseil National des Universités (section 02). Recruté en juin 2017.
- 2015 • Habilitation à diriger des recherches en droit public : *L'État et la justice internationale*.
Sous la dir. du Pr. J.-M. SOREL, École de droit de la Sorbonne (Paris I). Jury composé des
Pr. H. RUIZ-FABRI, G. CAHIN, J.-M. SOREL, Y. KERBRAT, N. HAUPAIS.
- 2004 • Qualifié aux fonctions de maître de conférences.
Conseil National des Universités (section 02). Recruté en mai 2004.
- 2003 • Docteur en droit : *Le principe de précaution en droit international*.
Thèse préparée sous la dir. du Pr. Ch. LEBEN, Université Paris II, Panthéon-Assas et
soutenue devant un jury composé des Pr. H. RUIZ-FABRI, J. VERHOEVEN, Ch. LEBEN, J.
CHEVALLIER, M. COSNARD. Mention très honorable, avec les félicitations du jury
(unanimité). (Publiée aux éditions Anthémis/LGDJ, 2006).
- 2001 • Diplôme de l'Académie internationale de droit constitutionnel, Tunis (Tunisie).
Bourse de l'Académie.
• Centre d'étude et de recherche en droit international et relations internationales.
Académie de droit international, La Haye (Pays-Bas). Bourse de l'Académie.
- 1999 • DEA en droit international, mention bien (major de promotion).
Université Paris II, Panthéon-Assas.
• Auditeur Académie de droit international, La Haye (Pays-Bas).
Bourse Lavoisier, Ministère français des affaires étrangères.
- 1998 • Maîtrise en science politique, mention assez bien (major de promotion).
Université Jean Moulin, Lyon III.
- 1997 • Maîtrise en droit public, mention assez bien.

RESPONSABILITÉS ADMINISTRATIVES

I) Responsabilités nationales :

- Membre du Conseil national des Universités (section 02 - droit public). Participation aux sessions de qualification aux fonctions de maître de conférences et de promotion à la hors classe (2010-2011).

II) Responsabilités auprès de l'Université Paris XIII (Sorbonne Paris Cité) (depuis 2017) :

- Codirecteur de l'Institut de Droit public, Sciences politiques et sociales (IDPS) (depuis mai 2019) : laboratoire regroupant les enseignants-chercheurs et doctorants de droit public, science politique et histoire du droit.

- Codirecteur du Centre d'Études et de Recherches Administratives et Politiques (CERAP) (janvier 2019-mai 2019) : Laboratoire regroupant les enseignants-chercheurs et doctorants de droit public. Le laboratoire a fusionné en mai 2019 avec le Centre d'études et de recherches sur l'administration locale (CERAL) pour former l'IDPS.

- Directeur du M2 Études stratégiques (depuis mars 2019).

- Responsable de la Licence droit, 3^{ème} année (depuis septembre 2017).

- Membre du comité d'experts de la section de droit public (depuis juin 2018).

- Membre du bureau exécutif de la section de droit public (2017-2019).

- Président de la Commission *ad hoc* de recrutement des attachés temporaires d'enseignement et de recherche (ATER) (depuis avril 2017).

III) Responsabilités auprès de l'Université Galatasaray (Istanbul, Turquie) (2011-2016) :

- Responsable des relations avec le consortium d'appui à l'Université Galatasaray à Istanbul (une trentaine d'établissements français d'enseignement supérieur).

- Montage et/ou gestion de quatre licences délocalisées (Mathématiques appliqués aux sciences sociales, Lille I ; Économie, Paris I ; Information-communication, Bordeaux III ; Philosophie, Paris I).

- Montage et/ou gestion de quatre double-masters (Sciences politiques, IEP Grenoble ; Génie industriel, INP Grenoble ; Génie informatique, Grenoble I ; Études francophones, Paris-Est-Créteil).

- Membre des commissions de présélection ou d'attribution de diverses bourses pour poursuite d'études à l'étranger (Bourses Eiffel, bourses de la fondation Renault, bourses de l'Ambassade de France).

- Représentation fréquente de l'Université Galatasaray lors des réunions hebdomadaires de coordination des services au Consulat général de France à Istanbul.

- Responsable de la période de transition en l'attente de l'arrivée en poste du Recteur-adjoint de l'Université Galatasaray (août-septembre 2012).

IV) Responsabilités auprès de l'Université d'Orléans (2004-2011 et 2016-2017) :

- Directeur du Master II (recherche) en droit international et européen, diplôme délocalisé à l'Université Titu Maiorescu de Bucarest, Roumanie (2009-2011).

- Directeur de la Licence droit - parcours droit européen (2009-2011).

- Membre de la commission de sélection des étudiants pour l'attribution de bourses de mobilité Erasmus (2009-2011).

- Correspondant au sein de l'Université d'Orléans du consortium d'appui au Collège juridique franco-roumain d'études européennes (Université Paris I – Université de Bucarest) (2009-2011).

- Responsable de la « Passerelle Handicap » pour la Faculté de droit-économie-gestion (réflexion, coordination et prise en compte des besoins des étudiants en situation de handicap) (2009-2011).

- Enseignant référent pour les étudiants de Licence 1 en droit dans le cadre du programme « Réussir en Licence » (2008-2011).

- Membre titulaire du Comité d'experts disciplinaires et des Comités de sélection de droit public (Section n° 02) (2009-2011).

- Membre "extérieur" de la Commission de spécialistes de droit privé (section n° 01) (2006-2008).

- Membre titulaire de la Commission de spécialistes de droit public (section n° 02) (2005-2008).

V) Responsabilités auprès d'autres établissements :

- Membre extérieur d'un Comité de sélection (droit public) pour le recrutement d'un maître de conférences, Université d'Évry-Val d'Essonne, (campagne 2016-2017).
- Membre extérieur d'un Comité de sélection (droit public), pour le recrutement d'un maître de conférences, Université Paris XIII (campagne 2010-2011).
- Membre extérieur d'un Comité de sélection (droit public) pour le recrutement d'un maître de conférences, Université de la Nouvelle-Calédonie (campagne 2009-2010).
- Membre extérieur du Comité consultatif scientifique et de cinq Comités de sélection (droit public) pour le recrutement de quatre maîtres de conférences, Université Paris I - Panthéon-Sorbonne (campagnes 2008-2009 et 2010-2011).

ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT ET D'ENCADREMENT

I) Enseignements :

En France :

*** Droit international économique (échange et investissement)**

- Université Paris XIII, (Cours, M1 droit public et privé, 66 heures / an depuis 2017 ; M1 sciences politiques, 32 heures/an depuis 2017 ; séminaires M2 Droit économique international et européen, 21 heures, depuis 2018). Service professeur.
- Université Paris Dauphine, (Cours / séminaire, M2 droit international et européen des affaires, 21 heures, 2019-2020). Enseignant vacataire.
- Université d'Angers, (cours M1, 15 heures/an, 2015-2017). Professeur invité puis enseignant vacataire.
- Université Paris XIII, (séminaires M2 droit public européen, 6 heures/an, 2010-2011). Enseignant vacataire.
- Université de Rouen (séminaires M2 droit international et européen, 20 heures/an, 2009-2010). Enseignant vacataire.
- Université d'Évry - Val d'Essonne (séminaires M2 droit économique public et privé, 20 heures/an, 2007-2008). Enseignant vacataire.
- Université d'Orléans (séminaires M2 droit international et européen, 20 heures/an, 2004-2008). Service MCF.
- Université Panthéon Assas - Paris II (travaux dirigés M1, 30 heures/an, 2000-2004). Allocataire de recherche puis ATER.

*** Droit international public**

- Université Paris XIII (cours L3, 33 heures, depuis 2017 ; séminaire M2, 15 heures, depuis 2017). Service professeur.
- Université d'Orléans (cours L3, 60 heures, 2004-2011 et 2016-2019 ; cours M1, 15 heures/an, 2009-2011). Service MCF puis enseignant vacataire.
- Sciences Po Paris (séminaires M1, 56 heures/an, 2005-2011). Maître de conférences vacataire.
- Université Panthéon Assas - Paris II (travaux dirigés M1, 30 heures/an, 2002-2004 ; séminaires M2, 20 heures, 2004-2011). Allocataire de recherche, ATER, puis enseignant vacataire.
- Institut des Hautes Études Internationales - Paris (travaux dirigés, 15 heures/an, 2000-2002). Allocataire de recherche.
- Institut catholique de Paris (cours M2 Métiers du politique et de la gouvernance, 28 heures/an, 2008-2011). Enseignant vacataire.

*** Aspects juridiques internationaux du développement**

- Université de Nice – Institut du droit de la paix et du développement (cours, M2 Gouvernance et financement du développement, 20 heures/an, 2016-2017). Enseignant vacataire.

*** Droit des réfugiés**

- Sciences po Paris (cours-séminaire M1/M2, 24 heures/an, 2009-2010). Maître de conférences vacataire.

*** Droit des organisations internationales**

- Université Panthéon Assas - Paris II (séminaires M2 administration internationale, 20 heures/an, 2009-2010). Enseignant vacataire.

*** Relations internationales**

- Université d'Orléans (cours, L1, 30 heures puis 24 heures/an, 2004-2011 et 2016-2017). Service MCF.

*** Gestion durable des ressources naturelles**

- Université Jean Moulin Lyon III, IFRAMOND (cours M2 mondialisation, développement durable et francophonie, 6 heures/an, 2006-2011). Enseignant vacataire.

*** Droit de l'Union européenne (institutionnel et matériel)**

- Université d'Orléans (cours L2, 24 heures/an, 2016-2017). Service MCF.

*** Grands problèmes politiques nationaux**

- Université d'Orléans (cours M1, 30 heures/an, 2006-2007 et 2010-2011). Service MCF.

*** Droit public comparé (droit électoral comparé)**

- Université d'Orléans (cours L2, 30 heures/an, 2007-2008 et 2009-2011). Service MCF.

*** Droit administratif**

- Université Panthéon Assas - Paris II (travaux dirigés L2, 90 heures/an, 2002-2004). ATER.

*** Droit constitutionnel**

- Institut catholique de Paris (cours M1, 28 heures/an, 2009-2011). Enseignant vacataire.

- Université d'Orléans (cours capacité 1, 30 heures/an, 2005-2011). Service MCF.

- Université Panthéon Assas - Paris II (travaux dirigés L1, 60 heures/an, 2001-2002). Allocataire de recherche.

A l'étranger :

*** Droit international économique (échange et investissement)**

- Institut d'études francophones (IdEF), Athènes (Grèce), (Cours M1 droit des affaires, 5 heures, 2018-2020). Professeur invité.

- Université Galatasaray, Istanbul, (Turquie) (cours M2 droit privé / droit public et séminaires doctorat droit privé / droit public, 28 heures/an, 2011-2016). Service ETI du ministère des affaires étrangères.

- Université Titu Maiorescu de Bucarest (Roumanie) (séminaires M2 droit international et européen des affaires, 15 heures/an, 2008-2011). Mission Erasmus.

- Collège juridique franco roumain de Bucarest (Roumanie) (cours L3, 15 heures/an, 2004-2010). Mission d'enseignement pour Paris I.

- Agence Universitaire de la Francophonie, Programme jeunes chercheurs d'Europe du sud-est, Bucarest (Roumanie) (séminaires, 10 heures/an, 2004-2005). Mission d'enseignement AUF.

*** Droit international public**

- Institut d'études francophones (IdEF), Athènes (Grèce), (Cours L3 droit, 5 heures/an, 2018-2019). Professeur invité.

- Université Galatasaray, Istanbul (Turquie) (cours L2, 9 heures/an, 2017-2019). Mission Erasmus.

*** History of International Law and Globalization**

- Royal University of Law and Economics, Phnom Penh (Cambodge) (cours-séminaires en anglais, M2 *Public Law, International and European Law*, 15 heures/an, 2016-2020). Mission d'enseignement.

*** Relationships Between Legal Systems**

- Royal University of Law and Economics, Phnom Penh (Cambodge) (cours-séminaires en anglais, M2 *Public Law, International and European Law*, 15 heures/an, 2016-2020). Mission d'enseignement.

*** Protection internationale des droits de l'homme / Droit des libertés fondamentales**

- Institut d'études francophones (IdEF), Athènes (Grèce), (Cours L3 droit, 15 heures/an, 2019-2020). Professeur invité.

- Université Galatasaray, Istanbul, (Turquie) (cours L2, 28 heures/an, 2011-2016). Service ETI du ministère des affaires étrangères.

*** Droit des réfugiés**

- Université Galatasaray, Istanbul, (Turquie) (Séminaire de doctorat droit privé / droit public, 28 heures/an, 2014-2016). Service ETI du ministère des affaires étrangères.

*** Relations internationales**

- Collège juridique franco roumain de Bucarest (Roumanie) (cours, L1, 15 heures/an, 2004-2005 et 2007-2009). Mission d'enseignement pour Paris I.

*** Droit de l'Union européenne (institutionnel et matériel)**

- Université de Yeditepe – Istanbul (Turquie), (cours L3 relations internationales, 39 heures/an, 2016-2017). Professeur invité.

- Université Galatasaray, Istanbul, (Turquie) (cours M1, 28 heures/an, 2011-2016). Service ETI du ministère des affaires étrangères.

- Université Galatasaray, Istanbul, (Turquie) (séminaires M2 droit privé / droit public et doctorat droit privé / droit public, 28 heures/an, 2011-2014). Service ETI du ministère des affaires étrangères.

- Collège juridique franco roumain de Bucarest (Roumanie) (cours M1, 15 heures/an, 2009-2010). Mission d'enseignement pour Paris I.

*** Droit public comparé (droit électoral comparé)**

- Université Galatasaray, Istanbul, (Turquie) (cours L2, 28 heures/an, 2011-2016 et 7 heures/an 2016-2019). Service ETI du ministère des affaires étrangères puis missions Erasmus.

*** Droit administratif**

- Institut d'études francophones (IDEF), Athènes (Grèce), (Cours L2 droit, 5 heures, 2018-2019). Professeur invité.

- Collège juridique franco roumain de Bucarest (Roumanie) (cours partenariats public-privé, M1, 15 heures/an, 2006-2009). Mission d'enseignement pour Paris I.

*** Droit constitutionnel**

- Institut d'études francophones (IDEF), Athènes (Grèce), (Cours L1 droit, 5 heures, 2019-2020). Professeur invité.

- Université Galatasaray, Istanbul, (Turquie), (cours L1 relations internationales, 10 heures/an, 2016-2017). Mission Erasmus.

II) Encadrement de la recherche :

*** Niveau doctoral**

Direction de recherche :

- Directeur de la thèse de M. Hicham El Maanni, *La réforme de la garde à vue au regard des exigences constitutionnelles et européennes en matière de protection des droits fondamentaux*, soutenance prévue le 16 octobre 2019.

- Co-directeur (avec la Pr. Bérangère TAXIL) de la thèse de Mme Chr. KABORÉ, *Étude sur le processus d'établissement de la zone de libre-échange tripartite africaine*, Université d'Angers, (depuis 2016). Bourse de thèse de l'Ambassade du Burkina-Faso en France.

- Encadrement de trois travaux de recherche, *Programme de doctorat en droit privé* (travaux en droit international économique), Université Galatasaray, Istanbul, (Turquie), (2012-2015).

Membre de jurys de thèse :

- Rapporteur et membre du jury de la thèse en droit public de M. Cyprien MUNAZI MUHIMANYI, *La répression des crimes relevant du Statut de la CPI par les juridictions nationales et le principe de complémentarité : l'exemple de la RDC*, Université de Montpellier, 18 décembre 2018 (dir. Pr. G. GONZALEZ).

- Président du jury de soutenance de la thèse en droit public de Mme Marie DUSCLAUX DE L'ESTOILLE, *Les stratégies juridiques en vue de l'abolition universelle de la peine de mort*, Université Paris XIII, Sorbonne Paris Cité – Université de Potsdam, 30 novembre 2018 (dir. Pr. F. LATTY et Pr. A. ZIMMERMANN).

- Président du jury de soutenance de la thèse en droit public de M. Vinc Denalet OKILA, *La reconstruction économique, au titre du chapitre VII de la Charte des Nations Unies des États ou territoires ravagés par des conflits armés : Portée et limite*, Université Paris XIII, Sorbonne Paris Cité, 22 décembre 2017 (dir. Pr. Y. NOUVEL).
- Rapporteur et membre du jury de soutenance de la thèse en droit public de Mme QIN Quan, *La sécurité alimentaire en droit international du commerce*, Université Panthéon-Assas, Paris II, 29 novembre 2017 (dir. Pr. Charles LEBEN).
- Rapporteur et membre du jury de la thèse en droit privé de M. Jacques BONOU, *Le droit des pesticides au Bénin : Conditions de mise sur le marché et responsabilité des distributeurs*, Université Paris XIII, Sorbonne Paris Cité, 31 mai 2017 (dir. Pr. Anne PENNEAU).
- Rapporteur et membre du jury de la thèse en droit public de M. Nicolas DOS SANTOS CAGARELHO, *Le droit français et européen à l'épreuve de l'innovation scientifique en matière agricole*, Université Panthéon-Assas, Paris II, 6 décembre 2016 (dir. Mme Pascale MARTIN-BIDOU).
- Rapporteur et membre du jury de la thèse en sciences politiques de Mme Zeynep ARIKANLI, *La politique mandataire britannique en Irak : A la recherche d'un principe d'accord*, IEP Aix-en-Provence, 25 janvier 2016 (dir. M. Gérard GROC).

Président de comités de suivi de thèse :

- M. Aboubakar DIAKITE, *Le pouvoir normatif international des entités de droit privé*, sous la direction du Pr. Franck LATTY (U. Paris X), Université Paris XIII (depuis 2018).
- M. Groui Nahize MOUSSODJI, *La coutume en droit international des investissements*, sous la direction du Pr. Franck LATTY (U. Paris X), Université Paris XIII (depuis 2018).

Membre de jurys de prix de thèse :

- Membre du jury (avec les Professeurs D. ALLAND et Saïda EL BOUDOUHI) du "prix Suzanne Bastid" 2018 décerné par la *Société française pour le droit international* (SFDI) récompensant la meilleure thèse en droit international ; rapports sur les 15 candidatures.
- Membre du jury du prix de thèse décerné par l'*Association française de droit de l'urbanisme* et la *Société française pour le droit de l'environnement* (2007) ; rapports sur 2 candidatures.

*** Niveau Master II**

- Direction d'un mémoire préparé dans le cadre du *Master II recherche de droit des affaires*, Université Paris XIII (2017-2018).
- Direction de trois à quatre mémoires par an préparés dans le cadre du *Master II recherche de droit économique international et européen*, Université Paris XIII (depuis 2017).
- Direction de deux à trois mémoires par an préparés (en anglais) dans le cadre du *Master in Public Law, International and European Law*, Royal University of Law and Economics, Phnom Penh (Cambodge), (depuis 2016).
- Codirection (avec la Pr. Béangère TAXIL) de trois mémoires préparés dans le cadre du *Master recherche droit international et européen*, Université d'Angers, (2015-2016).
- Direction de deux mémoires préparés dans le cadre du *Master recherche de droit public*, Université Galatasaray, Istanbul, (Turquie), (2013-2016).
- Direction d'un mémoire préparé dans le cadre du *Master recherche droit public interne et international approfondi*, Université de Rouen, (2009-2010).
- Direction de quatre mémoires préparés dans le cadre du *Master Métiers du politique et de la gouvernance*, Institut catholique de Paris, (2009-2011).
- Direction de sept mémoires préparés dans le cadre des *Masters recherche en droit international et européen et xen droit économique*, Université d'Orléans, (2004-2009).
- Direction d'une quinzaine de rapports de recherche préparés dans le cadre du *Master professionnel administration internationale*, Université Panthéon Assas - Paris II, (2004-2007).
- Direction de trois mémoires préparés dans le cadre du *Diplôme d'université Francophonie, nouvelle économie et développement durable*, Université Jean Moulin, Lyon III, (2006-2011).

*** Niveau Master I**

- Encadrement de deux mémoires de fin d'études, Département de relations internationales, Université Galatasaray, Istanbul, (Turquie), (2014-2015).
- Direction de deux mémoires préparés dans le cadre du *Master Gouvernance - Ethique - Société*, Institut catholique de Paris, (2008-2009).
- Direction d'un rapport de recherche préparé dans le cadre du diplôme de l'Institut de droit comparé de Paris, (2002-2003).
- Direction d'une dizaine de rapports de recherche préparés dans le cadre du *Certificat d'études juridiques internationales*, Institut des Hautes Études Internationales (IHEI), Paris, (2000-2002).

III) Évaluation :

1) Organismes et programmes internationaux :

- Expertise de projets conjoints Agence nationale de la recherche (ANR, France) – *Türkiye Bilimsel ve Teknolojik Araştırma Kurumu* (TÜBİTAK, Turquie) (2016).
- Expert extérieur auprès du Bureau Moyen-Orient de l'Agence Universitaire de la Francophonie (2014). Évaluation de projets de coopération scientifique interuniversitaire (PCSI).

2) Organismes nationaux :

En France :

- Expert pour l'Agence nationale de la recherche (ANR, France). Évaluation de projets présentés dans le cadre de l'appel à projets "Métamorphoses des sociétés : Globalisation et gouvernance" (2012).
- Membre du Conseil national des Universités (CNU, section 02 - droit public, France). Participation aux sessions de qualification aux fonctions de maître de conférences et de promotion à la hors classe des maîtres de conférences 2010-2011 (nommé par le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche).
- Expert pour l'Association nationale de la recherche et de la technologie (ANRT). Expertise scientifique de dossiers CIFRE (Conventions industrielles de formation par la recherche) (depuis 2018).

A l'étranger :

- Expert pour le Fonds national de la recherche du Luxembourg (FNR, Luxembourg) : évaluation de dossiers de candidats à une bourse doctorale ou postdoctorale (2010-2011).
- Expert pour le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH, Canada): évaluation de projets de recherche candidats aux "Subventions Savoir" (depuis 2014).

3) Examens et concours (outre les examens liés aux enseignements assurés) :

- Président de jurys du Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA), École professionnelle des Barreaux de la Cour d'appel de Paris (EFB) (2019).
- Correcteur de l'épreuve de note de synthèse pour l'examen d'entrée au Centre Régional de Formation Professionnelle des Avocats, Paris XIII (2018).
- Examineur spécialisé (droit public) adjoint au jury du concours d'entrée à l'École nationale de la magistrature (2017-2019).
- Président de Jury pour le *grand oral* de Libertés publiques de l'examen d'entrée au Centre régional de formation professionnelle des avocats (CRFPA), Orléans, (2009-2011), Paris XIII (2017-2018), Paris II (2017-2019).
- Président de jurys de grand oral, *Master métiers du politique et de la gouvernance*, ICP, (2010).
- Président ou membre de jurys de Grand oral en *Enjeux politiques* (cours de M. le professeur Ph. RAYNAUD), Master de sciences po, Institut d'études politiques de Paris - Sciences po. (2006-2007).
- Président ou membre de jurys de Grand oral en *Espace mondial* (cours de M. le professeur G. SALAMÉ), Master de sciences po, Institut d'études politiques de Paris - Sciences po. (2005-2006)
- Membre de jurys de grand oral, *Master II droit international et européen*, Université d'Orléans, (2004-2008).
- Membre de jurys de soutenance de mémoire de master II : Université d'Orléans (2004-2011), Université de Rouen (2009-2010), Université Galatasaray (2011-2014 et 2017), Université d'Angers (2013-2016).

IV) Concours de plaidoirie :

- *Concours Charles Rousseau*

Concours francophone de procès simulé en droit international public organisé par le Réseau Francophone de Droit International (RFDI). Membre du Conseil d'administration du RFDI.

Strasbourg, France (mai 2019 : corédacteur du cas ; juge des mémoires ; juge des éliminatoires, des quarts de finale et de la finale – Droit de l'Organisation mondiale du commerce) ; Angers, France (mai 2018 : juge des mémoires ; juge des éliminatoires et de la finale – Droit des réfugiés et droit de la mer) ; La Havane-Varadero, Cuba (mai 2016 : juge des mémoires et des éliminatoires – Contentieux de l'occupation de territoires) ; Sceaux, France (mai 2015 : juge des éliminatoires – Droit de l'espace) ; Montréal, Canada (mai 2014 : juge des mémoires ; juge des éliminatoires et des demi-finales – Droit de l'aviation civile) ; Bucarest, Roumanie (avril-mai 2013 : juge des mémoires et des éliminatoires – Droit des relations diplomatiques et coopération judiciaire internationale) ; Clermont-Ferrand, France (mai 2012, juge des éliminatoires et des demi-finales – Droit international des investissements et droit du sport) ; Sceaux, France (mai 2003, juge des éliminatoires – Droit international pénal).

- Jessup International Law Moot Court Competition

Concours anglophone de plaidoirie en droit international organisé par l'*International Law Students Association* (ILSA).

Juge correcteur des mémoires de la phase nationale iraquienne (février 2018).

Juge correcteur de mémoires de la phase internationale (février 2016 ; mars 2015).

Juge correcteur des mémoires de la phase nationale irlandaise (février 2013).

Responsable de l'équipe de l'Université Panthéon-Assas (Paris II). Vainqueur de la phase nationale, Paris (février 2001) ; participation à la phase finale internationale, Washington D.C., États-Unis, (avril 2001).

- European Human Rights Moot Court Competition

Concours anglophone de procès simulé en protection internationale des droits de l'homme organisé par l'*International Law Students Association* (ILSA).

Responsable de l'équipe de l'Université Galatasaray (2012-2013).

- Concours européen des droits de l'homme René Cassin

Concours francophone de procès simulé en protection internationale des droits de l'homme.

Juge des demi-finales, Strasbourg (avril 2015).

Responsable de l'équipe de l'Université Galatasaray (2011-2012).

- Jean Pictet Competition

Concours anglophone de formation et simulation en droit international humanitaire.

Responsable de l'équipe de l'Université Panthéon-Assas (Paris II), Lisbonne, Portugal, (avril 2002).

ACTIVITÉS DE RECHERCHE ET PUBLICATIONS

I) Ouvrages :

2• avec Yannick LECUYER et Bérangère TAXIL (dir.), *Sexualité et droit international des droits de l'homme*, Pedone, Paris, 2017, 374 pages.

1• *Le principe de précaution en droit international*, LGDJ - Anthémis, Paris - Louvain la Neuve, Collection de l'Institut des Hautes Études Internationales, n° 3, 2006, 498 pages.

II) Contributions à des ouvrages collectifs :

45• Refonte de « Investissements internationaux – Régime du droit interne », Mathias AUDIT, *Jurisclasseur – Droit international*, Fascicule 572-55, Lexis Nexis, 2019, 23 pages.

44• « What can International Law Teach Us About the Commons », Mohanan PILLAI (ed.), *The Global Commons*, 2019, à paraître, 10 pages.

43• Entrées « Cour de La Haye » et « Développement durable », Valère NDIOR (dir.), *Dictionnaire de l'actualité internationale*, Pedone, Paris, 2020, à paraître.

42• « Good administration of Justice », *Max Planck Encyclopedia of International Procedural Law*, Oxford University Press, 2019, 20 pages, à Paraître.

- 41• « Commentaire article 11 “compétence *ratione temporis*” » (avec Menent SAVAS-CAZALA), Julian FERNANDEZ, Xavier PACREAU, Muriel UBEDA-SAILLARD (dir.), *Statut de Rome de la Cour pénale internationale - Commentaire article par article*, Paris, Pedone, 2^{ème} éd., 2019, 13 pages, à paraître.
- 40• « Commentaire de l'article 89 “Remise de certaines personnes à la Cour” », Julian FERNANDEZ, Xavier PACREAU, Muriel UBEDA-SAILLARD (dir.), *Statut de Rome de la Cour pénale internationale - Commentaire article par article*, Paris, Pedone, 2^{ème} éd., 2019, 13 pages, à paraître.
- 39• « Commentaire de l'article 90 “Demandes concurrentes” », Julian FERNANDEZ, Xavier PACREAU, Muriel UBEDA-SAILLARD (dir.), *Statut de Rome de la Cour pénale internationale - Commentaire article par article*, Paris, Pedone, 2^{ème} éd., 2019, 13 pages, à paraître.
- 38• « Commentaire de l'article 91 “Contenu de la demande d'arrestation et de remise” », Julian FERNANDEZ, Xavier PACREAU, Muriel UBEDA-SAILLARD (dir.), *Statut de Rome de la Cour pénale internationale - Commentaire article par article*, Paris, Pedone, 2^{ème} éd., 2019, 9 pages, à paraître.
- 37• « Commentaire de l'article 92 “Arrestation provisoire” », Julian FERNANDEZ, Xavier PACREAU, Muriel UBEDA-SAILLARD (dir.), *Statut de Rome de la Cour pénale internationale - Commentaire article par article*, Paris, Pedone, 2^{ème} éd., 2019, 9 pages, à paraître.
- 36• « Réaffirmation de l'État en matière d'identification des investissements et investisseurs protégés », Tarek EL GHADBAN, Charles-Maurice MAZUY, Alexandre SEREGACNIK (dir.), *La protection des investissements étrangers : vers une réaffirmation de l'État ?*, Paris, Pedone, 2018, pp. 37-56.
- 35• « Afflux massif de réfugiés et Organisation des Nations Unies – Entre logique de situation et “dimension droits de l'homme” », Alexis MARIE, Isabelle MOULIER, Caroline LANTERO (dir.), *L'afflux massif de réfugiés*, Paris, Pedone, 2019, à paraître, 20 pages.
- 34• « Le *Dark side* de la société civile religieuse », Anne-Laure CHAUMETTE, Nicolas HAUPAIS (dir.), *Droit international et religion*, Paris, Pedone, 2019, pp. 199-216.
- 33• « Investissements internationaux – Les principes de traitement et de protection », *Jurisclasseur – Droit international*, Fascicule 572-60, Lexis Nexis, 2017, 52 pages.
- 32• « Sadomasochisme et droit international des droits de l'homme », Julien CAZALA, Yannick LECUYER, Bérandère TAXIL, (dir.), *Sexualité et droit international des droits de l'homme*, Paris, Pedone, 2017, pp. 91-102.
- 31• « Europe », Olivier BEAUVALLET (dir.), *Dictionnaire encyclopédique de la justice pénale internationale*, Paris, Berger-Levrault, 2017, pp. 440-444.
- 30• « *Male captus bene detentus* », Olivier BEAUVALLET (dir.), *Dictionnaire encyclopédique de la justice pénale internationale*, Paris, Berger-Levrault, 2017, pp. 649-650.
- 29• « Le contrôle du juge international sur la collecte secrète de données personnelles par des programmes de surveillance de masse », Fouad EDDAZI, Stéphanie MAUCLAIR (dir.), *Le fichier*, Paris, LGDJ, 2017, pp. 73-86.
- 28• « Les droits de l'homme comme moyen de justification de la violation d'un traité d'investissement », Frédérique COULÉE, Walid BEN HAMIDA (dir.), *Convergences et contradictions du droit des investissements et des droits de l'homme : approche contentieuse*, Paris, Pedone, 2017, pp. 319-342.
- 27• Refonte de « Investissements internationaux – Présentation et sources », Mathias AUDIT, *Jurisclasseur – Droit international*, Fascicule 572-50, Lexis Nexis, 2016, 43 pages.
- 26• Refonte de « Investissements internationaux – Régime du droit interne », Mathias AUDIT, *Jurisclasseur – Droit international*, Fascicule 572-55, Lexis Nexis, 2016, 17 pages.
- 25• Refonte de « Droit des investissements internationaux – Contentieux arbitral international. Droit commun », Mathias AUDIT, *Jurisclasseur – Droit international*, Fascicule 572-65, Lexis Nexis, 2016, 43 pages.
- 24• « L'invitation par un tribunal CIRDI à se prononcer sur un précédent. Point d'appui ou cohérence à marche forcée ? », SFDI, *Le Précédent*, Paris, Pedone, 2016, pp. 347-358.
- 23• « Conseil de sécurité des Nations Unies et sécurité environnementale – Entre proclamation mondiale et clause de style. L'exemple de la lutte contre les réchauffements climatiques », Christel COUNIL, Catherine FABREGOULE, Geetha GANAPATHY-DORÉ, Nicolas CLINCHAMPS, (dir.), *Sécurité et environnement*, Bruxelles, Larcier-Bruylant, 2016, pp. 83-105.

- 22• « Les standards indirects de traitement : Traitement de la nation la plus favorisée et traitement national », Charles LEBEN (dir.), *Droit international des investissements et de l'arbitrage transnational*, Paris, Pedone, 2015, pp. 265-286.
- 21• « La clause de respect des engagements », Charles LEBEN (dir.), *Droit international des investissements et de l'arbitrage transnational*, Paris, Pedone, 2015, pp. 347-373.
- 20• « L'application du principe de précaution en droit international de la culture », Véronique GUÉVREMONT (dir.), *Regards croisés sur le droit international de la culture : interactions et chevauchements entre les conventions relatives au patrimoine culturel immatériel et à la diversité des expressions culturelles*, Collection "Patrimoine en mouvement", Presses Universitaires de Laval, Québec, 2019, à paraître.
- 19• « Echapper aux crises de la dette souveraine grâce à un prêteur en dernier ressort international ? », Geneviève DUFOUR, David PAVOT, (dir.), *La crise des dettes souveraines : Approches croisées Canada – Europe*, Montréal-Paris, Lexis Nexis, 2014, pp. 391-406.
- 18• « L'influence de la dimension économique sur les conditions entourant l'exercice du droit de recours », Vincent TOMKIEWICZ, *L'Organisation mondiale du commerce et le règlement des différends*, Paris, Pedone, 20 pages, ouvrage non publié.
- 17• « La réparation du préjudice moral dans le contentieux international de l'investissement », Raphaëlle MAISON, Florence POIRAT, Jean MATRINGE, (dir.), *Droit international et culture juridique - Mélanges offerts à Charles Leben*, Paris, Pedone, 2015, pp. 269-283.
- 16• « Le comportement déclencheur de la responsabilité dans le cadre des plaintes en situation de violation », Vincent TOMKIEWICZ, *L'Organisation mondiale du commerce et le droit de la responsabilité*, Paris, Pedone, 2014, pp. 87-100.
- 15• « La déjudiciarisation en matière de violation massive des droits de l'homme », Olivera BOSKOVIC (dir.), *La déjudiciarisation*, Paris, Mare & Martin, 2012, pp. 415-440.
- 14• « L'appréciation de l'efficacité de l'organisation internationale », Evelyne Lagrange, Jean-Marc Sorel (dir.), *Droit des organisations internationales*, CERDIN-Paris 1, Paris, LGDJ, 2013, pp. 968-992.
- 13• « Les tentatives de densification normative en droit international public. L'exemple de l'activité des organes de contrôle en matière de protection des droits de l'homme », Catherine Thibierge, (dir.), *La densification normative*, Paris, Mare & Martin, 2014, pp. 389-404.
- 12• « Le *Soft Law* international entre inspiration et aspiration », Isabelle HACHEZ, Yves CARTUYVELS, Hugues DUMONT, Philippe GÉRARD, François OST, Michel VAN DE KERCHOVE. (dir.), *Les sources du droit revisités*, Louvain la Neuve - Bruxelles, Anthémis – Presses Universitaires de Saint Louis, 2012, vol. 1, pp. 17-55.
- 11• « L'influence des agences de crédit à l'exportation sur la coopération régionale en matière de gestion des cours d'eau internationaux », SFDI, *L'eau en droit international*, Paris, Pedone, 2011, pp. 199-210.
- 10• « Commentaire article 11 "compétence *ratione temporis*" », Julian FERNANDEZ, Xavier PACREAU (dir.), *Statut de Rome de la Cour pénale internationale - Commentaire article par article*, Paris, Pedone, 2012, pp. 567-579.
- 9• « Commentaire de l'article 89 "Remise de certaines personnes à la Cour" », Julian FERNANDEZ, Xavier PACREAU (dir.), *Statut de Rome de la Cour pénale internationale - Commentaire article par article*, Paris, Pedone, 2012, pp. 1835-1847.
- 8• « Commentaire de l'article 90 "Demandes concurrentes" », Julian FERNANDEZ, Xavier PACREAU (dir.), *Statut de Rome de la Cour pénale internationale - Commentaire article par article*, Paris, Pedone, 2012, pp. 1849-1861.
- 7• « Commentaire de l'article 91 "Contenu de la demande d'arrestation et de remise" », Julian FERNANDEZ, Xavier PACREAU (dir.), *Statut de Rome de la Cour pénale internationale - Commentaire article par article*, Paris, Pedone, 2012, pp. 1863-1871.
- 6• « Commentaire de l'article 92 "Arrestation provisoire" », Julian FERNANDEZ, Xavier PACREAU (dir.), *Statut de Rome de la Cour pénale internationale - Commentaire article par article*, Paris, Pedone, 2012, pp. 1873-1880.

5• « Le rôle de l'interprétation des traités à la lumière de toute autre "règle pertinente de droit international applicable entre les parties" en tant que "passerelle" jetée entre systèmes juridiques différents ». Rapport préparé dans le cadre du projet *Le droit de l'environnement comme exemple de la mondialisation des concepts juridiques*, sous la direction des professeurs RUIZ-FABRI (Université Paris I) et GRADONI (Université de Bologne), Mission de recherche Droit et Justice, appel d'offre remporté en mai 2006. Paru dans Hélène RUIZ-FABRI, Lorenzo GRADONI (dir.), *La circulation des concepts juridiques : Le droit international de l'environnement entre mondialisation et fragmentation*, Paris, Société de législation comparée, coll. de l'UMR de droit comparé, 2009, pp. 95-136.

4• « La force normative des instruments du *Codex alimentarius* dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce », Catherine THIBIERGE (dir.), *La force normative - Naissance d'un concept*, Bruxelles - Paris, Bruylant - LGDJ, 2009, pp. 335-343.

3• « Le commerce des produits énergétiques et la libéralisation des marchés de l'énergie », in Walid BEN HAMIDA, Bruno POULAIN, (dir.), *La Charte de l'énergie*, Paris, Pedone, ouvrage non publié.

2• « Le droit international de l'eau et les différends relatifs au Tigre et à l'Euphrate », in Laurence BOISSON DE CHAZOURNES, Salman SALMAN, (dir.), *Les ressources en eau et le droit international - Water Resources and International Law*, Leiden/Boston, Martinus Nijhoff, 2005, pp. 532-575.

1• « Principe de précaution et procédure devant le juge international », in Charles LEBEN, Joe VERHOEVEN, (dir.), *Le principe de précaution : aspects de droit international et communautaire*, Paris, éd. Panthéon-Assas, 2002, pp. 151-192.

III) Articles dans des revues à Comité de lecture :

25• « L'incompatibilité avec le droit de l'Union européenne du système d'arbitrage investisseur-Etat contenu dans un traité bilatéral d'investissement intra-UE. A propos de l'arrêt *Slowakische Republik c/ Achmea* du 6 mars 2018 (C-284/16) », *Revue trimestrielle de droit européen*, 2018, n° 3, pp. 597-616.

24• « La défiance étatique à l'égard de l'arbitrage investisseur-Etat dans quelques projets et instruments conventionnels récents », *Journal du droit international (Clunet)*, 2017, n° 1, pp. 81-98.

23• « La politique juridique extérieure de la Turquie - Puissance émergente et droit international » (avec Menent SAVAS-CAZALA), *Annuaire Français de Relations Internationales*, 2015, pp. 553-572.

22• « Les immunités et privilèges de l'ancien agent d'une organisation internationale », *Revista Romana de Drept International*, 2017, 20 pages.

21• « Retour sur un classique : *La politique juridique extérieure* de Guy de Lacharrière », *Revue générale de droit international public*, 2013, n° 2, pp. 411-416.

20• « La dénonciation de la Convention de Washington établissant le Centre international de règlement des différends relatifs aux investissements », *Annuaire français de droit international*, 2012, pp. 551-565.

19• « L'utilisation du système de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce par les BRICs », *L'Observateur des Nations Unies*, 2012, n° 2, vol. 33, pp. 69-87.

18• « Le *Soft Law* international entre inspiration et aspiration », *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, 2011, n° 66, pp. 41-84.

17• « Le rôle du *soft law* dans l'interprétation du droit international », *Analele Universitatii Titu Maiorescu - Seria Drept*, 2010, pp. 42-53.

16• « The Right to Adequate Food in Time of Armed Conflicts », *International Journal of Humanitarian Legal Studies*, 2010.

15• « Adaptation des règles et principes probatoires au nom d'une bonne administration de la justice internationale », *L'Observateur des Nations Unies*, vol. 27, 2009, n° 2, pp. 55-73.

14• « L'O.M.C. à la carte ? Les aménagements conventionnels aux obligations des Membres permis par le droit conventionnel de l'Organisation mondiale du commerce », *Revue générale de droit international public*, 2009, n° 1, pp. 45-74.

13• « La protection des attentes légitimes de l'investisseur dans l'arbitrage international », *Revue internationale de droit économique*, 2009, n° 1, pp. 5-32.

- 12• « Sécurité alimentaire et échanges internationaux - Quelle place pour le principe de précaution ? », *Revue européenne de droit de la consommation / European Consumer Law Journal*, 2009, n° 1, pp. 67-83.
- 11• « Retour sur les méthodes de délimitation juridictionnelle d'espaces maritimes mises en œuvre dans quelques affaires récentes », *Annuaire français de droit international*, 2008, pp. 411-427.
- 10• « L'adage *male captus bene detentus* face au droit international. (L'irrégularité de la capture n'entraîne par l'irrégularité de la détention) », *Journal du droit international (Clunet)*, 2007, n° 3, pp. 737-762.
- 9• « Le principe de précaution dans le contentieux relatif au droit de la mer », *L'Observateur des Nations Unies*, vol. 22, 2007, n° 1, pp. 69-87.
- 8• « L'accession du Monténégro à l'indépendance », *Annuaire français de droit international*, 2006, pp. 160-177.
- 7• « Jeremy Bentham et le droit international », *Revue générale de droit international public*, 2005, n° 2, pp. 363-387.
- 6• « Les renvois opérés par le droit de l'Organisation mondiale du commerce à des instruments extérieurs à l'organisation », *Revue Belge de droit international*, 2005, n° 1-2, pp. 527-558.
- 5• « Le résultat manifestement absurde ou déraisonnable de l'interprétation dans l'affaire de l'apurement des comptes (France/Pays-Bas) », *Annuaire français de droit international*, 2004, pp. 624-652.
- 4• « La contestation de la compétence exclusive de la Cour de justice des Communautés européennes. Étude des relations entre divers systèmes internationaux de règlement des différends », *Revue trimestrielle de droit européen*, 2004, n° 3, pp. 505-532.
- 3• « Food Safety and the Precautionary Principle - The Legitimate Moderation of Community courts », *European Law Journal*, 2004, n° 5, pp. 939-954.
- 2• « L'invocation de l'estoppel dans le cadre de la procédure de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce », *Revue générale de droit international public*, 2003, n° 4, pp. 885-905.
- 1• « Est-il risqué pour les États de coopérer avec les juridictions pénales internationales ? Réflexions sur les relations entre juridictions nationales, tribunaux pénaux internationaux et Cour européenne des droits de l'homme », *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, 2003, n° 4, pp. 721-732.

IV) Chroniques :

- Avec le professeur Alexis MARIE, « Chronique de jurisprudence française relative au droit international », (avant 2014 sous la direction du professeur Nicolas MAZIAU), *Annuaire français de droit international*.
 - 17• *AFDI*, 2018 (jurisprudence 2018), à paraître en 2019.
 - 16• *AFDI*, 2017 (jurisprudence 2017), pp.773-816.
 - 15• *AFDI*, 2016 (jurisprudence 2016), pp. 727-768.
 - 14• *AFDI*, 2015 (jurisprudence 2014-2015), pp. 987-1025
 - 13• *AFDI*, 2014 (jurisprudence 2013), pp. 867-891.
 - 12• *AFDI*, 2013 (jurisprudence 2012), pp. 585-606.
 - 11• *AFDI*, 2012 (jurisprudence 2011), pp. 833-861.
 - 10• *AFDI*, 2011 (jurisprudence 2010), pp. 729-755.
 - 9• *AFDI*, 2010 (jurisprudence 2009), pp. 865-898.
 - 8• *AFDI*, 2009 (jurisprudence 2008), pp. 871-898.
 - 7• *AFDI*, 2008 (jurisprudence 2007), pp. 643-670.
 - 6• *AFDI*, 2007 (jurisprudence 2006), pp. 846-871.
 - 5• *AFDI*, 2006 (jurisprudence 2005), pp. 764-793.
 - 4• *AFDI*, 2005 (jurisprudence 2004), pp. 773-801.
 - 3• *AFDI*, 2004 (jurisprudence 2003), pp. 876-903.
 - 2• *AFDI*, 2003 (jurisprudence 2002), pp. 699-732.
 - 1• *AFDI*, 2002 (jurisprudence 2001), pp. 725-761.

• Co-directeur (avec le professeur Arnaud DE NANTEUIL et maître Eric TEYNIER) de l'équipe de la chronique « arbitrage et investissement » (sous la direction des professeurs Charles LEBEN, Ibrahim FADLALLAH et de maître Eric TEYNIER jusqu'en 2018), *Cahiers de l'arbitrage – Gazette du Palais* (2006-2009) puis *Cahiers de l'arbitrage – Paris Journal of international arbitration* (depuis 2010).

- 27• « La déclaration des représentants des gouvernements des États membres du 15 janvier 2019 relative aux effets juridiques de l'arrêt Achmea rendu par la Cour de justice et à la protection des investissements dans l'Union européenne », *Cahiers de l'arbitrage*, 2019, n° 4, 10 pages, à paraître.
- 26• « La réforme de l'arbitrage d'investissement dans l'Accord Canada – États-Unis – Mexique devant se substituer à l'Accord de libre échange nord-américain », *Cahiers de l'arbitrage*, 2019, n° 4, 10 pages, à paraître.
- 25• « Quelques précisions mais toujours pas de certitude sur la clause de déni des avantages du Traité sur la Charte de l'énergie », *Cahiers de l'arbitrage*, 2018, n° 4, pp. 727-735.
- 24• « Contentieux international de l'investissement et procédure d'extradition », *Cahiers de l'arbitrage*, 2018, n° 4, pp. 703-714.
- 23• « L'entreprise publique investisseur : le point de vue de l'arbitrage CIRDI », *Cahiers de l'arbitrage*, 2017, n° 4, pp. 635-641.
- 22• « L'obligation de *due diligence* pesant sur l'investisseur », *Cahiers de l'arbitrage*, 2017, n° 4, pp. 649-662.
- 21• « La consécration des *police powers* de l'État dans le contentieux investisseur-état relatif à la lutte antitabac », *Cahiers de l'arbitrage - Paris Journal of International Arbitration*, 2016, n° 4, pp. 919-927.
- 20• « Nationalité et siège social de l'investisseur », *Cahiers de l'arbitrage - Paris Journal of International Arbitration*, 2016, n° 4, pp. 902-909.
- 19• « L'arbitrage d'urgence dans le contentieux international de l'investissement », *Cahiers de l'arbitrage - Paris Journal of International Arbitration*, 2015, n° 4, pp. 704-710.
- 18• « Crise de la dette souveraine grecque et arbitrage en matière d'investissement », *Cahiers de l'arbitrage - Paris Journal of International Arbitration*, 2015, n° 4, pp. 722-729.
- 17• « L'obligation de saisine du juge interne préalable à la saisine du tribunal arbitral », *Cahiers de l'arbitrage - Paris Journal of International Arbitration*, 2014, n° 4, pp. 725-733.
- 16• « Le Règlement de la CNUDCI sur la transparence dans l'arbitrage entre investisseurs et États fondé sur des traités », *Cahiers de l'arbitrage - Paris Journal of International Arbitration*, 2014, n° 4, pp. 755-764.
- 15• « L'arbitrage multipartite devant les tribunaux CIRDI », *Cahiers de l'arbitrage - Paris Journal of International Arbitration*, 2013, n° 4, pp. 951-965.
- 14• « L'interprétation par le tribunal arbitral CIRDI de l'offre d'arbitrage contenue dans la loi interne », *Cahiers de l'arbitrage - Paris Journal of International Arbitration*, 2013, n° 4, pp. 970-974.
- 13• « Protection des attentes légitimes de l'investisseur : l'exigence d'un engagement spécifique », *Cahiers de l'arbitrage - Paris Journal of International Arbitration*, 2012, n° 4, pp. 940-947.
- 12• « Protection des droits de l'homme et contentieux international de l'investissement », *Cahiers de l'arbitrage - Paris Journal of International Arbitration*, 2012, n° 4, pp. 899-906.
- 11• « Procédures devant les juridictions étatiques parallèles à une procédure arbitrale internationale et indication de mesures conservatoires », *Cahiers de l'arbitrage - Paris Journal of International Arbitration*, 2011, pp. 1012-1018.
- 10• « Le recours en interprétation d'une sentence arbitrale rendue par un tribunal arbitral CIRDI », *Cahiers de l'arbitrage - Paris Journal of International Arbitration*, 2011, pp. 1018-1021.
- 9• « Droit des contre-mesures et droit des investissements », *Cahiers de l'arbitrage - Paris Journal of International Arbitration*, 2010, n° 4, pp. 1091-1094.
- 8• « Le délai avant l'introduction d'une requête d'arbitrage », *Gazette du Palais - Les Cahiers de l'arbitrage*, 2009, n° 347-349, pp. 27-30.

- 7• « Constitution dans le temps des attentes légitimes de l'investisseur », *Gazette du Palais - Les Cahiers de l'arbitrage*, 2009, n° 347-349, pp. 52-54.
- 6• « Cause commune et arbitrage CIRDI », *Gazette du Palais - Les Cahiers de l'arbitrage*, 2008, n° 349-351, pp. 23-26.
- 5• « Mesures conservatoires et arbitrage international relatif aux investissements », *Gazette du Palais - Les Cahiers de l'arbitrage*, 2008, n° 349-351, pp. 26-29.
- 4• « Clause de la nation la plus favorisée et juridiction des tribunaux arbitraux », *Gazette du Palais - Les Cahiers de l'arbitrage*, 2007, n° 348-349, pp. 39-41.
- 3• « Traitement juste et équitable (transparence - protection des attentes légitimes) », *Gazette du Palais - Les Cahiers de l'arbitrage*, 2007, n° 348-349, pp. 44-48.
- 2• « Exécution provisoire des sentences », *Gazette du Palais - Les Cahiers de l'arbitrage*, 2006, n° 347-348, pp. 35-38.
- 1• « Expropriation », *Gazette du Palais - Les Cahiers de l'arbitrage*, 2006, n° 347-348, pp. 50-53.
- Membre de l'équipe de la « Chronique de jurisprudence étrangère intéressant le droit international », (sous la direction de la professeure Raphaële RIVIER), *Revue générale de droit international public*.
- 10• Annulation de licence d'exportation d'armes vers l'Arabie saoudite : Conseil d'État de Belgique, 14 juin 2019, *Coordination nationale d'action pour la paix et la démocratie et Ligue des droits humains c. Région Wallonne*, n° 244.800, 244.801, 244.802, 244.803, 244.804 (RGDIP, 2019-4, à paraître).
- 9• Exclusion du statut de réfugié. Agissements contraires aux buts et principes des Nations Unies : Cour d'appel d'Angleterre et du pays de Galles, Division civile, 26 avril 2018, *Hany El-Sayed El Sebai Youssef & N2 v. Secretary of State for the Home Department* [2018] EWCA Civ 933 (RGDIP, 2018-4, pp. 1107-1108).
- 8• Applicabilité de la Convention de Genève sur les bases militaires souveraines britanniques à Chypre. Cour d'appel d'Angleterre et du pays de Galles, Division civile, 25 mai 2017, R (*on the application of Tag Eldin Ramadan Bashir & others*) v. *Secretary of State for the Home Department and Sovereign Base Area Authority*, [2017] EWCA Civ 397 (RGDIP, 2018-4, pp. 1085-1086).
- 7• Principe de non-refoulement : Cour constitutionnelle d'Afrique du sud, 24 avril 2018, *Cishabayo Saidi a.o. v. Minister of Home Affairs a.o.* [2018] ZACC 9, case CCT 107/17 (RGDIP, 2018-4, pp. 1110-1111).
- 6• Principe de non-refoulement, cessation du statut de réfugié : Haute Cour du Kenya, 9 février 2017, *Kenya National Commission on Human Rights and others v. the Honorary Attorney General and others*, Constitutional petition n° 227 of 2016 (RGDIP, 2017-4, pp. 1232-1233).
- 5• Vente internationale d'armes et obligation de respecter et faire respecter le droit international humanitaire : Cour fédérale du Canada, 24 janvier 2017, *Daniel Turp c. Ministère des affaires étrangères*, n° T-462-16, 2017 CF 84 (RGDIP, 2017-4, pp. 1194-1196).
- 4• Doctrine de l'*Act of State* et succession d'État : *England and Wales High Court (Chancery Division), High Commissioner for Pakistan in the United Kingdom v. Prince Mukkaram Jah, His Exalted Highness the 8th Nizam of Hyderabad*, 21 June 2016, EWHC 1465(Ch) (RGDIP, 2016-4, pp. 937-938).
- 3• Immunité d'un chef d'État en exercice : Cour suprême d'Afrique du sud, *The Minister of Justice and Constitutional development v. The Southern Africa Litigation Center*, 15 mars 2016, n° 867/15 (RGDIP, 2016-4, pp. 933-935).
- 2• Obligation de coopérer avec la Cour pénale internationale : Haute Cour d'Afrique du sud, Gauteng Division, Pretoria, *Southern Africa Litigation Centre v. The Ministry of Justice and Constitutional Development, e.a.*, June 14th 2015, n° 27740/15 (RGDIP, 2015-4, pp. 876-878).
- 1• Droit de l'épouse mariée de conserver son nom de jeune fille : Cour constitutionnelle turque, n° 2013/4439, 6 mars 2014 (RGDIP, 2014-4, pp. 946-947).

• Membre de l'équipe en charge de la « Chronique de jurisprudence internationale » (sous la direction des professeurs Niki ALOUPI et Pierre-François LAVAL), *Revue générale de droit international public*. Chargé de la recension et des commentaires en matière de contentieux international de l'investissement.

14• RGDIP, 2019-3, à paraître :

Eskosol S.p.A. in liquidazione v. Italia, ICSID/ARB/15/50, Decision, 7 May 2019 ; *ConocoPhillips Petrozuata B.V., ConocoPhillips Hamaca B.V., ConocoPhillips Gulf of Paria B.V. and ConocoPhillips Company v. Venezuela*, ICSID/ARB/07/30, Award, 8 March 2019.

13• RGDIP, 2019-2, 14 pages, à paraître :

Anglo-Adriatic Group Limited v. Albania, ICSID/ARB/17/6, Award, 7 February 2019 ; *Anglo American PLC v. Venezuela* (ICSID/ARB(AF)/14/1, Award, 18 January 2019 ; *Mera Investment Fund Limited v. Serbia*, ICSID/ARB/17/2, Decision on jurisdiction, 30 November 2018 ; *South American Silver Limited (Bermuda) v. Bolivia*, PCA n° 2013-15, Award, 18 November 2018 ; *UP and C.D. Holding Internationale v. Hungary*, ICSID/ARB/13/35, Award, 9 October 2018 ; *Cortec Mining Kenya Limited, Cortec (Pty) Limited and Stirling Capital Limited v. Kenya*, ICSID/ARB/15/29, Award, 22 October 2018 ; *Marfën Investment Group Holdings S.A., Alexandros Bakatselos and others v. Cyprus* ICSID/ARB/13/27, Award, 26 July 2018 ; *Casinos Austria International GmbH and Casinos Austria Aktiengesellschaft v. Argentine*, ICSID/ARB/14/32, Decision on jurisdiction, 29 June 2018.

12• RGDIP, 2018-4, pp. 1027-1035 :

Vattenfall AB, Vattenfall Europe AG, Vattenfall Europe Nuclear Energy GmbH, Kernkraftwerk Krümmel GmbH & Co. oHG, and Kernkraftwerk Brunsbüttel GmbH & Co. oHG v. Germany, ICSID/ARB/12/12, Decision on the *Achmea* question, 31 August 2018 ; *Chevron Corporation & Texaco Petroleum Company v. Ecuador*, PCA n° 2009-23, second partial award on track II, 30 August 2018 ; *Georg Gavrilovic and Gavrilovic D.O.O. v. Croatia*, ICSID/ARB/12/39, Award, 26 July 2018 ; *Mobil Investments Canada Inc v. Canada*, ICSID/ARB/15/6, decision on jurisdiction and admissibility, 13 July 2018 ; *Antaris GmbH & Dr. Michael Göde v. the Czech Republic* , PCA n° 2014-01, Award, 2nd May 2018.

11• RGDIP, 2018-3, pp. 745-754 :

Masdar Solar & Wind Cooperatief U.A. v. Spain, ICSID/ARB/14/1, Award, 16 May 2018 ; *ACP Axos GmbH v. Kosovo*, ICSID/ARB/15/22, Award, 3 May 2018 ; *Dawood Rawat v. Mauritius*, PCA n° 2016-20, Award on jurisdiction, 6 April 2018 ; *Salini Impregilo S.p.A. v. Argentine*, ICSID/ARB/15/39, Decision on jurisdiction and admissibility, 23 February 2018 ; *Mohammed Munshi v. Mongolia*, SCC EA 2018/07, Award on emergency measures, 5 February 2018.

10• RGDIP, 2018-2, pp. 489-499 :

Lighthouse corporation Pty Ltd and Lighthouse corporation Ltd, IBC v. Democratic Republic of Timor-Leste, ICSID/ARB/15/2, Award, 22 December 2017 ; *Fouad Alghanim & Sons Co. For General Trading & Contracting, W.L.L. and Mr Fouad Mohammed Thunyan Alghanim v. Hashemite Kingdom of Jordan*, ICSID/ARB/13/38, Award, 14 December 2017 ; *Bridgestone Licensing Services, Inc. and Bridgestone Americas, Inc. v. Republic of Panama*, ICSID/ARB/16/34, Decision of Expedited objections, 13 December 2017 / *Koch Minerals SÁRL (KOMSA), Koch Nitrogen International SÁRL (KNI) v. Venezuela*, ICSID/ARB/11/19, Award, 30 October 2017 / *Mr. Jürgen Wirtgen, Mr. Stefan Wirtgen, Mrs. Gisela Wirtgen, JSW Solar (zwei) GmbH & Co. KG v. The Czech Republic*, PCA n° 2014-03, Final Award, 11 October 2017.

9• RGDIP, 2018-1, pp. 221-228 :

Infinito Gold Ltd v. Costa Rica, ICSID/ARB/14/5, Decision on jurisdiction, 4 December 2017 ; *Société Resort Company Invest Abidjan, Stanislas Citerici and Gérard Bot v. Republic of Côte d'Ivoire*, ICSID/ARB/16/11, Decision on the Respondent's Preliminary Objections to Jurisdiction, 1st August 2017 ; *Sergei Viktorovich Pugachev v. The Russian Federation*, CNUDCI, Interim Award, 7 July 2017 ; *PL Holding S.à.r.l. v. Poland*, SCC V2014/163, partial award, 28 June 2017.

8• RGDIP, 2017-4, pp. 1166-1172 :

Burlington Resources, Inc. v. Republic of Ecuador, ICSID/ARB/08/5, Annulment proceeding, Decision on stay of enforcement of the award, 31 August 2017 ; *Perenco Ecuador Limited v. Republic of Ecuador*, ICSID/ARB/08/6, Décision on Perenco's Application for dismissal of Ecuador's counterclaims, 18 August 2017 ; *Teinver S.A., Transportes de Cercanías S.A. and Autobuses Urbanos del Sur S.A.*, ICSID/ARB/09/1, Award, 17 August 2017 ; *Orascom TMT investments S.à.r.l. c. Algérie* CIRDI/ARB/12/35, sentence, 31 mai 2017.

7• RGDIP, 2017-3, pp. 927-930 :

Ely Lili and Company v. Government of Canada, ICSID (NAFTA) n° UNCT/14/2, Final Award, 16 March 2017 ; *Silvertown Finance Service v. the Dominican Republic, ad hoc tribunal (UNCITRAL)*, Award, 15 March 2017 ; *Anglia Auto Accessories Limited v. The Czech Republic*, SCC n° V 2014/181, Award, 10 March 2017 ; *L.P. Busta & J.P. Busta v. The Czech Republic*, SCC n° V 2015/014, Award, 10 March 2017 ; *Burlington Resources Inc. v. Republic of Ecuador*, ICSID/ARB/08/5, Decision on counterclaims, 7 February 2017.

6• RGDIP, 2017-2, pp. 506-514 :

Ansung Housing Co. Ltd. v. People's Republic of China, ICSID/ARB/14/25, Award, 9 March 2017 ; *Urbaser S.A. and Consorcio de Aguas Bilbao Bizkaia Ur Partzuergoa v. Argentine*, ICSID/ARB/07/26, Award, 8 December 2016 ; *Churchill Mining PLC and Planet Mining Pty Ltd v. Republic of Indonesia*, ICSID/ARB/12/14-ICSID/ARB/12/20, Award, 6 December 2016 ; *Spence International Investments, LLC Berkowitz and others v. Costa Rica*, ICSID (CAFTA), n° UNCT/13/2, Interim Award, 25 October 2016.

5• RGDIP, 2017-1, pp. 202-209 :

Postova Banka AS v. The Hellenic Republic, ICSID/ARB/13/8, Decision on the request for annulment, 29 September 2016 ; *Standard Chartered Bank (Hong Kong) Ltd v. Tanzania Electric Supply Company Ltd (TANESCO)*, ICSID/ARB/10/20, Award, 12 September 2016 ; *Russoro Mining Limited v. The Bolivarian Republic of Venezuela*, ICSID/ARB(AF)/12/5, Award, 26 August 2016 ; *Peter A. Allard v. the Government of Barbados*, PCA n° 2012-06, Award, 27 June 2016.

4• RGDIP, 2016-4, pp. 893-897 :

Menzies Middle East and Africa S.A. and Aviation Handling Services International Ltd. c/ Sénégal, CIRDI/ARB/15/21, sentence, 5 août 2016 ; *Philip Morris Brands sàrl, Philip Morris Products s.a. and Abal Hermanos s.a. v. Oriental Republic of Uruguay*, ICSID/ARB/10/7, Award, 8 July 2016 ; *Bernhard Friedrich and Rüdiger von Pezold and others v. Republic of Zimbabwe*, ICSID/ARB/10/15, Award, 28 July 2015.

3• RGDIP, 2016-3, pp. 673-677 :

Vestey Group Ltd. v. Venezuela, ICSID/ARB/06/4, Award, 15 April 2016 ; *Crystallex International Corporation v. Venezuela*, ICSID/ARB(AF)/11/2, Award, 4 April 2016 ; *Philip Morris Asia Ltd. v. Commonwealth of Australia*, CPA, n° 2012-12, Award, 17 December 2015.

2• RGDIP, 2016-2, pp. 445-449 :

Ioan Micula, Viorel Micula and Others v. Romania, ICSID/ARB/05/20, Decision on the request for annulment, 26 February 2016 ; *Société civile immobilière la Gaëta c. République de Guinée*, ICSID/ARB/12/36, sentence, 21 décembre 2015 ; *Giovanni Alemanni and others v. Argentine Republic*, ICSID/ARB/07/8, Order of the Tribunal discontinuing the proceedings, 14 December 2015.

1• RGDIP, 2016-1, pp. 172-179 :

Adel A Hamadi Al Tamimi v. Sultanate of Oman, ICSID/ARB/11/33, Award, 3rd November 2015 ; *Quiborax S.A. and Non Metallic Minerals S.A. v. Plurinational State of Bolivia*, ICSID/ARB/06/2, Award, 16 September 2015 ; *Dan Cake (Portugal) S.A. v. Hungary*, ICSID/ARB/12/9, Decision on jurisdiction and liability, 24 August 2015.

- « Chronique de jurisprudence française relative au droit international » (sous la direction du professeur Baptiste TRANCHANT), *Revue générale de droit international public*.

- 9• Cass., 1^{ère} civ., 17 avril 2019, *M. M.*, n° 18-50.039. Succession d'États – Nationalité – Établissements français de l'Inde. *RGDIP*, 2019-3, 5 pages, à paraître.
- 8• CA Paris, pôle 1, chambre 1, 2 avril 2019, *Monsieur Vincent J. Ryan fondateur et président de Schooner Capital LLC, Société Schooner Capital LLC (Limited Liability Company), Société Atlantic Investment Partners LLC (Limited Liability Company) c/ République de Pologne*, n° 16/24358. Arbitrage investisseur-État – Exception fiscale. *RGDIP*, 2019-2, 13 pages, à paraître.
- 7• CE, ass., 12 octobre 2018, *SARL Super Coiffeur*, n° 408567. Réserves aux traités. *RGDIP*, 2019-1, pp. 309-323.
- 6• CA Aix-en-Provence, pôle 4, ch. 8, 3 mai 2018, *République du Congo c. Société Commissions Import Export (Commisimpex)*, (n° 257/18). Immunité d'exécution – Localisation des créances. *RGDIP*, 2018-3, pp. 770-783.
- 5• CA Paris, pôle 1, 1^{ère} ch., 16 janvier 2018, *MK Group c/ Onix et Financial Initiative* (n° 15-21703), Ordre public international – souveraineté permanente sur les ressources naturelles. *RGDIP*, 2018-3, pp. 761-770.
- 4• Cass., civ. 1, 10 janvier 2018, *République du Congo c/ Société Commissions Import Export (Commisimpex)*, (n° 16-22.494), Immunité d'exécution - mission diplomatique - renonciation expresse et spéciale ; *RGDIP*, 2018-2, pp. 513-523.
- 3• CA Paris, pôle 1, 1^{ère} ch., 7 février 2017, *République bolivarienne du Venezuela c. Société Gold Reserve Inc.* (RG n° 14/21103). Nationalité de l'investisseur – traitement juste et équitable – règlement des différends investisseur-État ; *RGDIP*, 2018-1, pp. 248-255.
- 2• CA Paris, pôle 1, 1^{ère} ch., 21 février 2017, *République du Kirghizistan c. Monsieur Valeriy Belokon* (RG n° 15/01650). Investissement protégé – convention de Mérida – blanchiment d'argent ; *RGDIP*, 2018-1, pp. 256-268.
- 1• CA Paris, pôle 1, 1^{ère} ch., 27 avril 2017, *République bolivarienne du Venezuela c. Monsieur Serafin Garcia Armas et Mme Karina Garcia Gruber*, (RG n° 15/01040). Binationaux – demandeur possédant la nationalité de l'État défendeur – nationalité effective et dominante – règlement des différends investisseur-État ; *RGDIP*, 2017-3, pp. 933-944.

- Membre de l'équipe en charge de la « Chronique de jurisprudence arbitrale en droit international public », (Sous la direction du professeur Carlo SANTULLI), *Revue de l'arbitrage*.

- 2• Récusation de l'arbitre dans le contentieux du CIRDI (2008, n° 4, pp. 791-794)

- 1• Détermination du délai de mise en œuvre des recommandations et décisions de l'Organe de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce (2008, n° 4, pp. 814-818).

V) Activités éditoriales :

- Direction (avec le professeur Arnaud DE NANTEUIL et maître Eric TEYNIER) de l'équipe de la chronique annuelle « Arbitrage et investissement », *Cahiers de l'arbitrage – Paris Journal of international arbitration* (depuis 2019) : direction d'une équipe d'une dizaine de rédacteurs.
- Direction (avec le Professeur Alexis Marie) de la « Chronique de jurisprudence française relative au droit international », *Annuaire français de droit international* (depuis 2014).
- Évaluateur (*peer review*) d'une dizaine d'articles par an (en français ou en anglais) soumis à :
 - Revue québécoise de droit international*, *RQDI* (Canada)
 - Brazilian Journal of International Law*, *BJIL/RDI* (Brésil)
 - Karatay Universitesi Hukuk Dergisi* (Turquie)
 - Revue de droit de l'Université de Sherbrooke* (Canada)
 - Journal of International Dispute Settlement* (Oxford University Press)
- Recension d'ouvrages dans la *Revue générale de droit international public* (*RGDIP*), la *Revue québécoise de droit international* (*RQDI*) et le *Journal du droit international* (*JDI*, *Clunet*).
- Membre du Comité scientifique de *13 en Droit*, Revue de droit de la Faculté de droit, sciences politiques et sociales de l'Université Paris XIII.

• Travail de relecture et d'édition de l'ouvrage du Professeur Ilhan HELVACI, *Le droit turc du contrat*, Zürich, Schulthess Verlag, 2018, 412 pages.

• Réalisation des index et préparation de l'actualisation des 6^{ème} (2004) et 7^{ème} (2006) éditions du manuel *Droit international public* de MM. les Professeurs Jean COMBACAU et Serge SUR, éditions Montchrestien.

VI) Conférences :

43• « L'exception de sécurité nationale dans le système conventionnel de promotion et protection des investissements », Colloque annuel du Réseau francophone de droit international (RFDI), Strasbourg, 6 mai 2019.

42• « Aspects juridiques de la gestion de la performance au sein des organisations internationales », Groupe de recherche sur l'Action Multilatérale (GRAM), CERI-Sciences Po Paris, 13 décembre 2018.

41• Présidence du panel « The Commons : Theory, Principles, Analytics and Data », Conference *The Global Commons*, Pondicherry University (Inde), 21 novembre 2018.

40• « What international law can teach us on the Commons », Conference *The Global Commons*, Pondicherry University (Inde), 20 novembre 2018.

39• « Actualité du droit de l'asile et des réfugiés », conférence d'actualité, Institut d'études judiciaires, Paris XIII, 22 juin 2018.

38• « L'agenda des Nations Unies pour la levée des sanctions », conférence *La levée des sanctions économiques en Iran*, Université Paris 1, 20 décembre 2017.

37• « CETA, TAFTA, Partenariat transpacifique : Les méga-accords régionaux de libre échange ont-ils un avenir ? », Sciences Po Rennes, 15 décembre 2017.

36• Présidence et modération du panel « Menace(s) pour la sécurité collective ? », colloque *Les relations entre l'Union européenne et la Turquie – Un nouveau modèle de coopération en matière de gestion des flux migratoires ?*, Universités d'Orléans et de Tours, Orléans, 1^{er} décembre 2017.

35• « Reconfiguration d'un partenariat privilégié ? », colloque *Les relations entre l'Union européenne et la Turquie – Un nouveau modèle de coopération en matière de gestion des flux migratoires ?*, Universités d'Orléans et de Tours, Orléans, 1^{er} décembre 2017.

34• « Définitions de l'investissement et de l'investisseur protégés », colloque *La protection des investissements étrangers : vers une réaffirmation de l'État ?*, Sciences Po – Paris I – Paris II, Centre Panthéon, 2 juin 2017.

33• « Afflux massif et Organisation des Nations Unies », colloque *Le droit d'asile en situation d'afflux massif - Tensions et ambiguïtés*, Université de Clermont Auvergne, 13-14 avril 2017.

32• « L'échec programmé du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement », Université d'Angers, Faculté de droit, conférence d'actualité du Master II droit international et européen, 3 février 2017.

31• « Le "Dark side" de la société civile religieuse », colloque *Droit international et religion*, Université Paris-Ouest Nanterre la Défense, 13 octobre 2016.

30• « Les pratiques réprouvées – Sodomochisme et protection internationale des droits de l'homme », *Sexualité et droit international des droits de l'homme*, colloque annuel de l'Institut international des droits de l'homme – Université d'Angers, 26 mai 2016. Intervention soutenue par le Bureau Europe centrale et orientale de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF-BECO).

29• « Le projet de Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement TAFTA/TTIP », Université d'Angers, Faculté de droit, conférence d'actualité du Master II droit international et européen, 5 février 2016.

28• « Les droits de l'homme comme moyen de justification de la violation d'un traité d'investissement et la contestation des sentences arbitrales d'investissement pour violation des droits de l'homme », *Convergences et contradictions du droit des investissements et des droits de l'homme : approche contentieuse*, Journée d'études de l'Institut international des droits de l'homme – Université d'Évry Val d'Essonne, Paris, 27 novembre 2015.

- 27• « Le contrôle du juge international sur la collecte, le stockage et l'utilisation massifs de données personnelles », colloque *Le fichier*, Université d'Orléans, 26 novembre 2015.
- 26• « Conseil des Nations Unies et sécurité environnementale - De la proclamation mondiale à la clause de style. L'exemple de la lutte contre les changements climatiques », *Sécurité et Environnement*, colloque Université Paris XIII – Société française de droit de l'environnement, Paris, 8 juin 2015.
- 25• « L'invitation d'un tribunal arbitral CIRDI à se prononcer sur un précédent – Simple point d'appui ou recherche de cohérence ? », *Le précédent*, Colloque annuel de la Société française pour le droit international (SFDI), Strasbourg, 29 mai 2015.
- 24• Présidence et modération de l'atelier « Sécuriser la frontières : Gouvernance européenne des flux migratoires », *Visions croisées autour des frontières européennes : Mobilité, Sécurité et Frontières*, 12^{èmes} journées européennes de Galatasaray, Istanbul, 5 mai 2015.
- 23• « La protection des droits de l'homme en territoire palestinien occupé - Éléments de droit applicable », Université Galatasaray, Istanbul, 25 avril 2015.
- 22• « Le conflit syrien et la Cour pénale internationale », GSU MUN, Université Galatasaray, Istanbul, 21 avril 2014.
- 21• « Le principe de précaution et le droit international », Programme Athen, AgroParisTech, Paris, 19 novembre 2013.
- 20• Président et modérateur de la session « Les perspectives de diffusion de la jurisprudence du Comité européen des droits sociaux vers d'autres systèmes », *La dynamisation des droits sociaux par le Comité européen des droits sociaux - Le droit des enfants*, Colloque Université Galatasaray - Ambassade de France en Turquie, Istanbul, 25 septembre 2013.
- 19• « Risques et avantages d'un prêteur en dernier ressort pour les États », *La crise des dettes souveraines et le droit : Approches croisées Canada - Europe*, Colloque Université Sherbrooke (Canada), 11 juin 2013.
- 18• Président et modérateur de la session « Ouvertures », *La crise des dettes souveraines et le droit : Approches croisées Canada - Europe*, Colloque Université Sherbrooke (Canada), 11 juin 2013.
- 17• « Le régime juridique applicable à l'ancien agent d'une organisation internationale », *Les immunités des agents des organisations internationales devant les tribunaux nationaux et internationaux*, Colloque annuel du Réseau francophone de droit international (RFDI), Bucarest (Roumanie), 3 mai 2013.
- 16• « L'application du principe de précaution en droit international de la culture », *Regards croisés sur le droit international de la culture : interactions et chevauchements entre les conventions relatives au patrimoine culturel immatériel et à la diversité des expressions culturelles*, Colloque Université Laval, Québec (Canada), 11-12 octobre 2012.
- 15• « Les conditions entourant l'exercice du droit de recours à l'OMC », *L'Organisation mondiale du commerce et le règlement des différends*, Colloque Université de Nice, 21-22 juin 2012.
- 14• Président et modérateur de la session « Identification et classification des risques environnementaux urbains », *Construction et gouvernance locales des risques urbains*, Colloque Universités Toulouse II et Galatasaray, Istanbul, 1^{er} mars 2012.
- 13• « La déjudiciarisation en matière de violation grave du droit international humanitaire et du droit international pénal », *La déjudiciarisation*, Colloque Université d'Orléans, 26-27 octobre 2011.
- 12• Président et modérateur de la session « Femmes / Hommes : Quelle égalité ? », *Questions de genres en Europe et en Turquie*, 9^{èmes} journées européennes de Galatasaray, Istanbul, 20 octobre 2011.
- 11• « Le comportement déclencheur de la responsabilité dans le cadre des plaintes en situation de violation », *L'Organisation mondiale du commerce et le droit de la responsabilité*, Colloque Université de Nice, 23-24 juin 2011.
- 10• « Les agences de crédit à l'exportation acteur de coopération en matière de gestion des cours d'eau internationaux ? », *L'eau en droit international*, Colloque annuel de la Société française pour le droit international (SFDI), Orléans, 4 juin 2010.
- 9• « Le *Soft Law* international et les sources du droit international », Séminaire interdisciplinaire d'études juridiques, Facultés universitaires Saint-Louis, Bruxelles (Belgique), 6 mai 2010.
- 8• « Actualité de la Cour pénale internationale », INSEEC, Paris, 1^{er} février 2010.

- 7• « Droit international des échanges et protection de l'environnement », IFRAMOND, Université Jean Moulin - Lyon III, 5 mars 2009.
- 6• « La réciprocité dans le droit de l'OMC ou l'art d'en écarter les effets », Journée d'études de l'Institut de droit économique et des affaires - Centre juridique Pothier, Université d'Orléans, 24 mai 2007.
- 5• « Le principe de précaution », IFRAMOND, Université Jean Moulin - Lyon III, mai 2007 et 1^{er} mars 2010.
- 4• « Sécurité alimentaire et principe de précaution. Pourquoi les juridictions communautaires ont-elles raison ? », 2^{ème} rencontre internationale des jeunes chercheurs, Université Aix-Marseille III, 26-27 septembre 2003.
- 3• « Les avantages et les défis de l'accèsion à l'Organisation mondiale du commerce pour les pays en développement » et « L'effet direct du droit de l'Organisation mondiale du commerce dans l'ordre juridique communautaire », Mission d'étude de la Chambre de commerce et d'industrie de la municipalité de Shanghai, Paris, 22 août 2002.
- 2• « Les mécanismes internationaux permettant d'assurer le contrôle de la gestion des cours d'eau internationaux : l'exemple du Tigre et de l'Euphrate », communication dans le cadre de la session *Les ressources en eau et le droit international*, Centre d'études et de recherches de l'Académie de droit international, La Haye (Pays-Bas), août 2001.
- 1• Membre de la table ronde, *Le principe de précaution : aspects de droit international et communautaire*, Colloque de l'Institut des Hautes Études Internationales et du Centre de droit européen de l'Université Paris II - Panthéon Assas, Paris, mars 2001.

VI) Divers :

- Secrétaire-Rédacteur dans l'équipe dirigée par la Pr. Béatrice BONAFE (Université La Sapienza, Rome), Institut de droit international, 77^{ème} session, Tallin, Estonie, 2015.
- Actualisation périodique (2/an depuis 2013) de « Droit des investissements internationaux », Mathias AUDIT, e-fascicule, n° 190, Lexis Nexis.
- « Guy Ladreit de Lacharrière », *Galerie des internationalistes*, www.sfdi.org/internationalistes
- « Le principe de précaution » *Gazette santé social*, octobre 2007, pp. 62-65.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Langues : Anglais, allemand, turc, notions de roumain

Institut de droit public, sciences politiques et sociales de Paris 13 (IDPS)

Institut des hautes études internationales (IHEI), Paris II

Réseau Francophone de Droit International (RFDI)

Société Française pour le Droit International (SFDI)

Société Québécoise de Droit International (SQDI)

Médaille de bronze de la Défense Nationale

Codirecteur

Membre associé

Membre du Conseil d'administration

Membre

Membre